SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1890-1891.

Projet de Loi relatif à la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

(Voir les nos 62 et 128, session de 1889-1890, et 22, session de 1890-1891, de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Dans les tribunaux de première instance composés de plus de deux chambres, et dans ceux qui n'ont que deux chambres, mais dans le ressort desquels il existe un tribunal de commerce et un conseil de discipline de l'ordre des avocats, de même que dans les tribunaux de première instance séant aux chefs-lieux des cours d'appel ou au siège d'une cour d'assises, les avoués ne peuvent plaider que les incidents relatifs à la procédure et les demandes incidentes qui sont de nature à être jugées sommairement, dans les causes pour lesquelles ils occupent.

Dans les autres tribunaux de première instance, les avoués peuvent plaider toute espèce de cause dans laquelle ils occupent, et ceux qui, avant leur nomination, auront été admis au serment comme avocats, prendront le titre d'avocat-avoué.

ART. 2.

Dans les tribunaux de première instance composés de deux chambres, dont il est fait mention au premier paragraphe de l'article précédent, les avoués qui, à la date de la publication de la présente loi, auront acquis le droit de plaider, continueront d'en jouir, comme par le passé.

Il en sera de même, mais seulement pendant une période de cinq années, à compter de la publication de la présente loi, dans les tribunaux de première instance composés de plus de deux chambres.

(2)

ART. 3.

Lorsqu'un tribunal de première instance passera de la catégorie mentionnée au second paragraphe de l'article 1^{er} de la présente loi dans la catégorie mentionnée au premier paragraphe du même article, les avoués qui auront acquis antérieurement le droit de plaider dans ce tribunal, continueront d'en jouir comme par le passé.

ART. 4.

L'article 3 du décret du 2 juillet 1812 est abrogé.

Bruxelles, le 3 décembre 1890.

Les Secrétaires,
L. DE SADELEER.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
T. DE LANTSHEERE.